

## Au sommaire

- 5 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**  
**Vente.** Conséquences de la notification irrégulière d'une décision de préemption à l'acquéreur évincé  
**Baux d'habitation et à usage mixte.** HLM : précisions sur le transfert du bail au profit du descendant travailleur handicapé
- 9 ENTREPRISE**  
**Sociétés.** Publication du décret d'application relatif aux sociétés à mission  
**Baux commerciaux.** Causes de nullité de l'acte contenant résiliation anticipée d'un bail commercial
- 11 FAMILLE - PATRIMOINE**  
**Filiation.** Validation de la transcription des actes de naissance étrangers réguliers d'enfants nés de PMA ou de GPA  
**Divorce.** Divorce sans juge : précisions gouvernementales concernant la soumission du projet liquidatif au délai de réflexion
- 13 FISCAL**  
**Impôts et taxes.** Crédit d'impôt PTZ : condition de performance énergétique pour les logements soumis à un contrat de location-accession
- 14 RURAL**  
**Vente.** SAFER : point de départ du délai d'action en nullité d'une vente conclue au mépris de son droit de préemption
- 15 PROFESSION**  
**Responsabilité notariale.** VEFA : garantie intrinsèque et responsabilités des professionnels  
**Notaires.** Situation des SEL de notaires au regard de la qualification de redevable de la TVA

## À LA Une

### Participation aux acquêts : inefficacité de la clause d'exclusion des biens professionnels en cas de divorce

**D**ans un contrat de participation aux acquêts, la clause qui exclut, en cas de divorce, les biens professionnels des époux lors de la liquidation de la créance de participation est-elle efficace ?

Par un important arrêt du 18 décembre 2019, la haute juridiction décide qu'une telle clause constitue un avantage matrimonial révoqué de plein droit au moment du divorce. Nul doute que cette solution aura de nombreuses répercussions en pratique.

> **LIRE P. 1**

*Un encart publicitaire « Bon de commande du Réflexe Droit de la famille 2020 » est joint au présent numéro*